

Information du Secteur International - Europe daté du vendredi 11 juillet 2008

Communiqué de Force Ouvrière

UNION EUROPÉENNE - SOCIAL : LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DÉBUTE SOUS DE MAUVAIS AUGURES

FO faisait partie de la délégation syndicale européenne invitée à la rencontre informelle des ministres européens du travail et des politiques sociales présidée par le ministre français Xavier Bertrand, les 10 et 11 juillet.

FO constate que la présidence française débute sous de mauvais augures.

L'adoption par le Conseil de l'UE de la révision de la directive Temps de travail, due notamment au revirement de la position du gouvernement français qui s'y était opposé jusque là, et le vote par l'Assemblée nationale du projet de loi sur le temps de travail consacrent en effet la logique de l'opt out (dérogation) et ouvrent la voie à une individualisation du temps de travail.

Les arrêts de la Cour de justice européenne, qui ont motivé une première réaction avec la manifestation syndicale au Luxembourg le 5 juillet dernier à laquelle prenait part FO, les incertitudes accrues sur le devenir des services publics notamment dans le domaine social (Services sociaux d'intérêt général) du fait des conséquences de l'entrée en vigueur prochaine de la directive « Services » et des contraintes budgétaires qui se traduisent par l'annonce de 30 000 suppressions d'emplois dans la Fonction Publique en France en 2009 ne peuvent que contribuer à accroître les interrogations voire le rejet sur les modalités actuelles de la construction européenne.

Pour FO, dans un tel contexte, aggravé encore par la situation économique (récession évoquée dans plusieurs pays, crise financière et immobilière, hausse des prix et baisse du pouvoir d'achat des salariés), l'agenda social renouvelé proposé par la Commission européenne est loin de répondre aux enjeux et aux urgences. Pire il demeure inspiré par une logique dominée par « les règles du marché intérieur et de la concurrence » en matière de fourniture de services sociaux y compris par les coopératives et les mutuelles.

FO, qui participait à l'organisation de plusieurs réunions syndicales européennes en France avec les syndicats de la troïka (Slovènes, Tchèques et Suédois) et la CES et à un forum syndical franco allemand à Paris le 9 juillet a fait part à plusieurs reprises du désappointement syndical vis-à-vis de la faible ambition sociale affichée par la Présidence française et les présidences à venir au regard de cette situation.

Réorienter la construction européenne, donner la primauté au progrès social sur les règles du marché intérieur, telle est l'urgence pour FO qui soutient en ce sens l'adoption dans un premier temps d'un protocole dit « clause sociale ou de progrès social » soutenu par la CES.

<http://www.force-ouvriere.fr/>